

**Art. 14.** Dans l'article 24, paragraphe 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre le premier et le deuxième alinéa, un alinéa est inséré, comme suit :

« Dans la période du 1<sup>er</sup> novembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 inclus, il est interdit dans les zones-CIEM II, IV (Mer du Nord et Estuaire de l'Escaut), que les captures de raie, réalisées par un navire de pêche du PSF, dépassent une quantité égale à 200 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer, dans la zone-CIEM concernée. » ;

2° entre le deuxième et troisième alinéa, qui deviendra le troisième et cinquième alinéa, un alinéa est inséré, comme suit :

« Dans la période du 1<sup>er</sup> novembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 inclus, il est interdit dans les zones-CIEM II, IV (Mer du Nord et Estuaire de l'Escaut), que les captures de raie, réalisées par un navire de pêche du GSF, dépassent une quantité égale à 400 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer, dans la zone-CIEM concernée. » ;

3° au présent troisième alinéa, qui deviendra le cinquième alinéa, les mots « premier et deuxième alinéa » sont remplacés par les mots « premier, deuxième, troisième et quatrième alinéa ».

**Art. 15.** Dans l'article 25 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels du 25 avril 2022 et 24 juin 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 7 est complété par trois alinéas, comme suit :

« Par dérogation au premier et deuxième alinéa, les captures maximales autorisées pour des navires qui sont uniquement équipés de la senne selon la liste officielle des navires de pêche belges 2022, est fixée à 200 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-CIEM concernée.

Par dérogation au premier, deuxième et troisième alinéa, les captures maximales autorisées pour des navires qui sont uniquement équipés de panneaux selon la liste officielle des navires de pêche belges 2022, est fixée à 50 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-CIEM concernée.

Par dérogation au premier, deuxième, troisième et quatrième alinéa, la quantité pour tous les navires de pêche revient, dès que 90% du quota disponible est épuisé, à 25 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-CIEM concernée. » ;

2° le paragraphe 8 est complété par un alinéa, comme suit :

« Dans la période du 1<sup>er</sup> novembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 inclus, il est interdit dans les zones-CIEM VIIa, que les captures de merlan, réalisées par un navire de pêche du GSF, dépassent une quantité égale à 80 kg. » ;

3° le paragraphe 14 est complété par deux alinéas, comme suit :

« Dans la période du 1<sup>er</sup> novembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 inclus, il est interdit dans les zones-CIEM IVb-c et VIId, que les captures de chinchard, réalisées par un navire de pêche, dépassent une quantité égale à 400 kg, multiplié par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-CIEM concernée. » ;

Par dérogation au premier alinéa, la quantité pour tous les navires de pêche revient, dès que 90% du quota disponible est épuisé, à 50 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-CIEM concernée. ».

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2022.

Bruxelles, 27 octobre 2022.

Pour la Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille, absente,

Le ministre flamand de l'Economie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Economie sociale et de l'Agriculture,  
J. BROUNS

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2022/206017]

### 15. SEPTEMBER 2022 — Erlass der Regierung zur Abfederung der Auswirkungen der Corona-Krise im Bereich der Erwachsenenbildung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 7;

Aufgrund des Dekretes vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung, Artikel 18, wieder eingeführt durch das Dekret vom 28. Juni 2021;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 6. September 2022;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 15. September 2022;

In Erwägung des Gutachtens des Rates für Erwachsenenbildung vom 9. Dezember 2021;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass die Einrichtungen der Erwachsenenbildung innerhalb von zwei Kalenderjahren mindestens 208 Weiterbildungseinheiten für die Bürger durchführen müssen, wovon sich mindestens 160 Einheiten an Erwachsene richten und mindestens 40 Einheiten im Norden und 40 Einheiten im Süden des deutschen Sprachgebiets stattfinden; dass es durch die Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (COVID-19) zumindest für einen Teil der Einrichtungen nicht möglich ist, die Anzahl der minimalen Weiterbildungseinheiten einzuhalten, so dass die Regierung während der Jahre 2020 und 2021 ermächtigt wurde, Zeiträume festzulegen, in denen proportionale Kürzungen der Mindestweiterbildungseinheiten erfolgen, so dass die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses keinen Aufschub mehr duldet;

Auf Vorschlag des für Erwachsenenbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Ausführung von Artikel 18 des Dekrets vom 17. November 2008 zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung erfolgen in folgenden Zeiträumen proportionale Kürzungen der in Artikel 7 Absatz 1 Nummer 3 desselben Dekrets angeführten Mindestweiterbildungseinheiten:

1. vom 14. März 2020 bis zum 7. Juni 2020 einschließlich;
2. vom 29. Oktober 2020 bis zum 13. Juni 2021 einschließlich;
3. vom 6. Dezember 2021 bis 31. Dezember 2021 einschließlich.

**Art. 2** - Die Weiterbildungseinheiten, die während den in Artikel 1 angeführten Zeiträumen stattgefunden haben und aufgrund der ministeriellen COVID-19-Rundschreiben erlaubt waren, werden zur Berechnung der verbleibenden erforderlichen Mindestweiterbildungseinheiten angerechnet.

**Art. 3** - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 14. März 2020 in Kraft.

**Art. 4** - Der für Erwachsenenbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 15. September 2022

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,  
Minister für lokale Behörden und Finanzen  
O. PAASCH

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung  
L. KLINKENBERG

—————  
TRADUCTION

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

[2022/206017]

**15 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement visant à atténuer les répercussions de la crise provoquée par le coronavirus dans le domaine de la formation des adultes**

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 7;

Vu le décret du 17 novembre 2008 visant à soutenir les établissements de formation pour adultes, l'article 18, rétabli par le décret du 28 juin 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 septembre 2022;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 15 septembre 2022;

Considérant l'avis du Conseil pour la formation des adultes, donné le 9 décembre 2021;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que les établissements de formation pour adultes doivent proposer aux citoyens, dans un délai de deux années civiles, au moins 208 unités de formation continue dont au moins 160 s'adressent à des adultes et dont au moins 40 se déroulent dans le nord et 40 dans le sud de la région de langue allemande; qu'en raison des mesures de lutte contre le coronavirus (COVID-19), il n'est pas possible, du moins pour une partie des établissements, d'atteindre le nombre minimal d'unités de formation continue, de sorte que le Gouvernement a été habilité, au cours des années 2020 et 2021, à fixer des périodes pendant lesquelles des réductions proportionnelles du nombre minimal d'unités de formation continue pouvaient être opérées, de sorte que l'adoption du présent arrêté ne souffre aucun délai;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière de formation des adultes;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En exécution de l'article 18 du décret du 17 novembre 2008 visant à soutenir les établissements de formation pour adultes, des réductions proportionnelles du nombre minimal d'unités de formation continue mentionné à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, sont appliquées au cours des périodes suivantes :

- 1<sup>o</sup> du 14 mars 2020 au 7 juin 2020 inclus;
- 2<sup>o</sup> du 29 octobre 2020 au 13 juin 2021 inclus;

3° du 6 décembre 2021 au 31 décembre 2021 inclus.

**Art. 2.** Les unités de formation continue qui ont été organisées pendant les périodes énumérées à l'article 1<sup>er</sup> et qui étaient autorisées en vertu de la circulaire ministérielle relative à la COVID-19 sont comptabilisées dans le calcul du nombre minimal requis restant d'unités de formation continue.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 14 mars 2020.

**Art. 4.** Le Ministre compétent en matière de Formation des adultes est chargé de l'exécution du présent arrêté. Eupen, le 15 septembre 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,  
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances,  
O. PAASCH

La Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,  
L. KLINKENBERG

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2022/206017]

**15 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Regering tot beperking van de negatieve gevolgen van de coronacrisis voor de volwassenenvorming**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 7;

Gelet op het decreet van 17 november 2008 ter ondersteuning van de instellingen voor volwassenenonderwijs, artikel 18, hersteld bij het decreet van 28 juni 2021;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 6 september 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 15 september 2022;

Overwegende dat de Raad voor Volwassenenvorming op 9 december 2021 advies heeft uitgebracht;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid wordt gerechtvaardigd door het feit dat instellingen voor volwassenenonderwijs binnen twee kalenderjaren ten minste 208 eenheden voortgezette opleiding voor burgers moeten verzorgen, waarvan ten minste 160 eenheden voor volwassenen en ten minste 40 eenheden in het noorden en 40 eenheden in het zuiden van het Duitse taalgebied; dat de maatregelen ter bestrijding van het coronavirus (COVID-19) het voor ten minste een deel van de instellingen onmogelijk maken om aan dat minimale aantal opleidingseenheden te voldoen, zodat de Regering in 2020 en 2021 gemachtigd werd perioden vast te stellen waarin het minimale aantal eenheden voortgezette opleiding proportioneel werd verminderd; dat dit besluit dus zo snel mogelijk moet worden aangenomen;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Volwassenenvorming;

Na beraadslaging,

Besluit:

**Artikel 1.** Ter uitvoering van artikel 18 van het decreet van 17 november 2008 ter ondersteuning van de instellingen voor volwassenenonderwijs wordt het minimale aantal opleidingseenheden vermeld in artikel 7, eerste lid, 3°, van hetzelfde decreet in de volgende perioden proportioneel verlaagd:

1° van 14 maart 2020 tot en met 7 juni 2020;

2° van 29 oktober 2020 tot en met 13 juni 2021;

3° van 6 december 2021 tot en met 31 december 2021.

**Art. 2.** De opleidingseenheden die in de perioden vermeld in artikel 1 hebben plaatsgevonden en op grond van de ministeriële COVID-19-omzendbrieven toegelaten waren, worden meegeteld voor de berekening van het resterende minimale aantal opleidingseenheden dat nog georganiseerd moet worden.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 14 maart 2020.

**Art. 4.** De minister bevoegd voor Volwassenenvorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 15 september 2022.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
L. KLINKENBERG